



ECO-LOGIQUE

CHAOS CLIMATIQUE, CRISES HUMANITAIRES ET NOUVEAUX MILITARISMES

Notre rédaction s'est entretenue avec Nick Buxton, consultant en communication. Il travaille comme éditeur et collaborateur au sein de la communauté de chercheurs·euses

du *Transnational Institute* (Amsterdam). Il est spécialiste du changement climatique, du militarisme et de la justice économique.

Juan Tortosa De nombreux politicien·ne·s et pays nient le changement climatique. Par contre, les militaires suivent de près cette question. Quand ont-ils commencé à s'y intéresser ? Et dans quels pays ?

Nick Buxton En 2003, le Pentagone a effectué sa première étude sur les impacts du changement climatique en termes de sécurité nationale. Cette étude exigeait que le gouvernement fasse passer le changement climatique d'un thème purement scientifique à

un thème de sécurité nationale. Elle a dressé un portrait apocalyptique du futur, décrivant un monde où la faim, les maladies et les désastres climatiques laisseraient de nombreux pays sans capacité de réponse. Avec cette conclusion : « Cette situation va créer un sentiment de désespoir, dont il résultera certainement une agression offensive ». Cette position avait des implications très claires : les armées devraient se préparer à un futur beaucoup plus instable et disposer de plus de ressources pour faire face

aux menaces. D'autres études ont suivi, auxquelles ont participé des membres des appareils militaires et des services de renseignement.

Peu à peu, dès 2014, la question a été introduite dans les stratégies militaires étatsuniennes, lorsque le Département de la défense a signalé le changement climatique comme l'une des principales menaces stratégiques (à court terme). Le même processus s'est répété dans d'autres pays industrialisés - l'Union européenne (UE)

décrivant, en 2008, le changement climatique comme un « multiplicateur de menaces ». L'idée étant qu'il augmenterait l'échelle d'autres menaces, en amplifiant les conflits, le terrorisme, etc. Aujourd'hui, il est décrit comme un danger sécuritaire dans les plans des armées de plusieurs pays européens ainsi qu'en Australie. Au sud de la planète, ce thème n'est pas vu comme un problème sécuritaire. La sécurisation du changement climatique est une dynamique qui vient du Nord.

Comment envisager cette lecture du changement climatique ?

Tout est envisagé sous l'angle sécuritaire : le changement climatique va créer un monde moins sûr. Mais on ne pose jamais les questions suivantes : la sécurité de qui et contre qui, et quelle est la cause fondamentale de l'insécurité ? Quand nous analysons les stratégies développées ces dernières années, il est clair qu'elles parlent de la sécurité de ceux et celles qui sont déjà actuellement les mieux protégés contre les impacts du changement climatique et non pas de la sécurité des plus faibles. On le voit dans les stratégies des armées, qui demandent avant tout d'assurer leur infrastructure militaire : par exemple les bases militaires côtières susceptibles d'être touchées par la montée du niveau de la mer. Ensuite dans les stratégies de protection, qui priorisent la préservation des zones à haute activité économique et des voies maritimes dans des régions instables du monde.

On parle peu de la nécessité de protéger les faibles, on ne dit rien sur la justice climatique ou sur la nécessité de restructurer notre économie pour prévenir le changement climatique. Quand le paradigme de la sécurité climatique devient toujours plus fort dans l'agenda international, nous savons que les principaux pouvoirs mondiaux n'ont pas une vision sérieuse pour en affronter les causes. Par contre, ils se préparent à se protéger de ses conséquences, même si c'est au détriment des autres.

Quelles sont les relations entre la hiérarchie militaire et les multinationales ? Existe-t-il une connivence entre elles ?

Comme beaucoup d'autres organisations, les armées sont de plus en plus professionnalisées, avec une influence croissante de l'industrie de l'armement sur les politiques. Il y a une véritable proximité entre les directions des armées et celles des industries d'armement. L'avertissement du président étatsunien Eisenhower sur un dangereux complexe militaro-industriel s'est réalisé. Après le 11 septembre 2001, ce dernier s'est transformé en complexe militaro-industriel-sécuritaire : les armes ne sont pas pointées seulement vers l'extérieur, mais également vers l'intérieur, contre ceux et celles qui sont vus comme des menaces pour la sécurité nationale.

Comme les entreprises multinationales sont étroitement liées entre elles et se partagent exécutants et investisseurs, une influence militaire s'exerce aussi sur d'autres

Le story-telling apocalyptique

Dans un article de juillet 2017, le *New York Magazine* rassemblait les pires scénarios climatiques dans un long format titré « La terre inhabitable ». A travers les interviews de scientifiques, cet article dépeint un monde où des fléaux de bactéries s'échappent de la glace en fonte, où les sécheresses et les inondations dévastatrices sont si fréquentes qu'on les appelle simplement la « météo », et des mouvements massifs de population touchent des nations entières. [...]

Nous sommes bombardés de visions catastrophiques du futur. [...] Dans ce vide angoissant, nous n'avons pas souvent remis en cause les visions du futur décrites par les scientifiques de l'environnement. Et si je ne cherche pas à remettre en cause la science, il est nécessaire d'analyser leurs attentes quant aux réponses de l'humanité face aux impacts du changement climatique. Est-ce qu'ils décrivent correctement la façon dont les gens se comportent face aux catastrophes ? Est-ce qu'ils prennent en compte le fait que les gens pourraient bien répondre d'une façon qui ne correspond pas au modèle d'un monde dystopique du tous contre tous ? Est-il possible que leurs prédictions servent en fait à réprimer l'expression de futurs alternatifs ?

entreprises. Ce n'est pas une coïncidence si la première étude sur la sécurité climatique, commandée par le Pentagone, a été effectuée par Peter Schwartz, qui dirige l'équipe de planification de Shell. En 2008, l'entreprise pétrolière avait déjà réalisé sa propre étude sur les possibles conséquences du changement climatique, avec quasiment le même langage que les militaires sur le risque et sur l'instabilité.

Les multinationales sont parmi les principales responsables du changement climatique, puisqu'une grande partie d'entre elles continuent d'investir dans les énergies fossiles. Dans leurs études internes, elles montrent qu'elles sont conscientes des conséquences de ce changement. Pourquoi continuent-elles à saboter tout accord pour réduire les émissions de CO₂ ?

Pour comprendre leurs pratiques, nous devons prendre en compte leurs objectifs. La raison d'être des entreprises multinationales est de croître et de faire du profit. Elles font donc tout leur possible pour minimiser les contrôles sur leurs bénéfices, parce que cela fait partie de l'ADN du capitalisme. Une action réelle devrait passer par l'acceptation par les multinationales de leur rôle central comme cause du changement climatique, et par la mise en place de limites strictes à leurs activités touchant le climat.

Nous voyons dans leurs stratégies – c'est-à-dire en examinant les rares entreprises qui ont des stratégies en la matière – qu'elles perçoivent le changement climatique

comme un risque et, dans certains cas, comme une opportunité. Le langage du risque ressemble fort à celui de la sécurité : dans les deux cas, on parle de protéger ceux et celles qui le sont déjà. Les entreprises multinationales pensent d'abord aux risques pour leurs propres opérations, par exemple, les inondations qui pourraient entraîner la fermeture de leurs fabriques. Elles considèrent ensuite les risques pour leur réputation si le public ne les voit pas agir sur le changement climatique, raison pour laquelle nous voyons une telle propagande des multinationales par rapport à leurs activités supposément « vertes ». Et finalement elles pensent aux risques pour le commerce de leurs produits. Au fond, les entreprises transnationales voient les armées comme une garantie sécuritaire pour la production, le commerce et la vente de leurs produits ; elles en dépendent et assument leur soutien.

Quelle est la doctrine militaire pour aborder la crise climatique ?

La crise climatique est vue comme un multiplicateur de menaces qui nécessiteront des investissements et une expansion du secteur militaire. Il est préoccupant de voir que cette doctrine militaire est entrée clairement dans notre culture avec l'accession au pouvoir de Trump et d'autres figures similaires dans le monde. Trump n'accepte pas la réalité scientifique du changement climatique. Paradoxalement, son discours sécuritaire tous azimuts, son obsession à dénoncer les migrant·e·s qui envahiraient le pays,

son langage sur les ennemi·e·s intérieurs et extérieurs, tout cela n'est pas si éloigné des stratégies des militaires ou des transnationales et leurs attentes quant à ce qui se passera dans les prochaines décennies. Tous parlent d'un monde instable où nous devrions nous protéger des conséquences d'une injustice au lieu de nous préoccuper de ses causes systémiques. Le fait d'avoir déjà Trump comme dirigeant du pays le plus puissant du monde doit être un avertissement : nous ne pourrions plus suivre ce chemin dans le futur, lorsque les impacts du changement climatique seront bien plus sévères.

Quels sont les points stratégiques des militaires ces prochaines années ? Il semble qu'il y ait un changement de discours : on ne parle plus de combattre le changement climatique, mais de s'y adapter. Que signifie ce changement sémantique ?

Je crois que l'activiste canadienne Naomi Klein – dans son livre de 2014 *This Changes Everything: Capitalism vs. the Climate*¹ – explique très bien pourquoi le changement climatique représente un défi si profond pour notre système économique et pourquoi il est très difficile pour les pouvoirs dominants d'accepter les transformations dont nous avons besoin : des changements tels que des interventions étatiques et des régulations strictes pour la transition vers une économie à basses émissions, une déglobalisation des marchés, la fin de la croissance du produit intérieur brut (PIB).



Image du film-catastrophe *Geostorm*



Augustin Montanez



Distribution de nourriture par l'armée, Puerto Rico, 2017

m (2017)

Pour les dominants, comme l'affirme l'intellectuel marxiste Frederic Jameson, il est plus facile de penser la destruction de la planète que de remise en cause du capitalisme. Ce n'est alors pas une surprise qu'il soit plus facile de parler d'adaptation que de remises en causes des pratiques actuelles pour atténuer les conséquences du changement climatique. L'adaptation évite de changer profondément ce qui existe. Elle accepte les rapports de pouvoir tels qu'ils sont. Une prise en compte réelle du changement climatique, afin de protéger les plus faibles, implique

un changement profond de nos systèmes économiques et une fin de la concentration du pouvoir pour créer des structures démocratiques solidaires, participatives et justes à même de résoudre les conséquences du changement climatique.

Nous irions donc vers une militarisation de l'écologie et vers une nouvelle écologie militaire ?

Je crois que oui. Je suis très préoccupé par le fait que certaines organisations écologistes utilisent cette même rhétorique de la sécurité, sans prendre en compte le danger

que représente le fait de s'allier aux institutions et, par-dessus tout, de reprendre l'idéologie militaire. Elles pensent peut-être que c'est une manière de faire avancer des politiques et des pratiques écologistes (de nombreuses personnes aux Etats-Unis pensent que parler de sécurité est la seule manière de convaincre les Républicains de l'importance du changement climatique). Mais même dans ce cadre, pour moi, c'est très dangereux. Quand nous commençons à penser en termes de sécurité nationale, nous sommes aveugles au rôle des armées dans la cause même des

problèmes écologiques. Le Pentagone est par exemple l'organisation qui consomme la plus grande quantité de pétrole au monde et une institution qui détruit chaque jour l'environnement de manière agressive.

Pire encore, nous acceptons ainsi une idéologie affirmant que les uns méritent la protection et d'autres non, traitant les victimes du changement climatique comme des menaces. Cette idéologie s'imisce dans de nombreux milieux sociaux et peut rapidement normaliser des positions totalement immorales, comme nous l'avons vu

La Syrie, une guerre climatique ?

La guerre civile syrienne représente un exemple des dangers qu'il y a à envisager le futur climatique sans prendre en considération les rapports de pouvoir. Plusieurs écrits actuels parlent de la Syrie comme d'« une guerre climatique » et en font un symbole des conflits auxquels nous devons nous attendre. Ce récit explique que la sécheresse extrême du milieu des années 2000, causée par le changement climatique, a provoqué la migration de ruraux vers les principales villes de Damas et Homs, exerçant une pression massive sur l'infrastructure de ces villes et aggravant la compétition pour les emplois. Ceci semait les graines pour les troubles, l'instabilité et finalement la guerre civile. Ce récit – avec différentes nuances – était largement repris, des militaires US à l'ONG Les Amis de la Terre.

Au-delà du fait qu'il y a peu de preuves pour appuyer cette hypothèse, de nombreux rapports ignorent commodément des facteurs tels que le rôle des politiques économiques néolibérales du gouvernement syrien dans la création des divisions sociales. Mais le plus grand problème est que cette explication détourne l'attention de la façon dont Assad a choisi de répondre aux troubles, à savoir une répression massive des manifestations initialement pacifiques, qui a mené de nombreux groupes à se tourner vers la violence.

Comportements en temps de catastrophe

La panique et la peur sont surtout exprimées par les élites qui supposent que la majorité des gens représentent un danger pour elles. Cette peur transparaît dans l'alarmisme des médias face aux « pillages » observables au début de chaque catastrophe. [...]

La conviction que les communautés sont les mieux à même de trouver leurs propres solutions aux crises et aux catastrophes liées au changement climatique implique que nous pouvons défendre une approche proactive des perturbations climatiques, fondées sur des valeurs de solidarités plutôt que la sécurité. Nous pouvons apprendre de Cuba, où les comités de défense civile locaux hautement organisés, soutenus par le gouvernement, restent constamment mobilisés et préparés pour des situations extrêmes. Quand des ouragans endommagent le pays, comme ils le font de plus en plus fréquemment et féroce, ils s'assurent que les plus vulnérables soient en sécurité, puis mobilisent la communauté pour reconstruire les maisons. Quand ce pays précaire a été confronté au plus puissant ouragan qu'il ait connu, Irma en 2017, dix personnes sont mortes – en contraste avec un pays bien plus riche, les Etats-Unis, où le même ouragan a tué 70 personnes, malgré des vents moins violents qu'à Cuba.

avec l'immigration en Europe : les politiques de toute l'Union européenne acceptent maintenant la mort de milliers de personnes dans la Méditerranée pour supposément tenter de dissuader d'autres personnes désespérées de voyager. En quelques années, nous avons abandonné nos obligations légales quant aux droits humains, nous avons normalisé les morts d'innocents, tout cela au nom de la sécurité.

Nous dirigeons-nous vers un changement d'époque, passant de la « guerre froide » aux guerres écologiques ? Les conséquences vont être terribles non seulement pour les populations du Sud, mais aussi pour celles du Nord.

Le changement climatique aura clairement des conséquences profondes pour notre société. Nous le voyons déjà avec des tempêtes plus fortes, des inondations et des sécheresses plus intenses. Le changement climatique se répercute sur tous et toutes, comme nous l'avons vu récemment avec les ouragans aux Caraïbes et aux États-Unis. Mais ce sont les pauvres qui vont le plus souffrir. Il y a aussi des impacts qui ne suscitent pas l'attention médiatique, parce qu'ils passent silencieusement et lentement, comme les conséquences du changement climatique sur des régions tropicales, où la diminution des récoltes chaque année rend les paysans de plus en plus vulnérables.

Il faut se poser la question : que faisons-nous dans cette situation, à qui pouvons-nous faire confiance et dans quel monde voulons-nous vivre ? En suivant le paradigme militaro-corporatif, nous pouvons

construire des murs plus hauts, des frontières plus militarisées, des sociétés plus surveillées, mais voulons-nous vraiment vivre dans un tel monde ? Au contraire, nous pourrions dire que la crise climatique – en plus de la crise économique et sociale – représente une opportunité pour créer un nouveau système où la protection des plus faibles est la priorité, où la qualité de vie est plus importante que l'argent, où les immenses ressources, possédées actuellement par quelques-uns, sont mieux réparties et où l'énorme dépense militaire est affectée à des objectifs sociaux.

Pourquoi le mouvement pour la justice climatique accorde-t-il si peu d'attention à ce thème ?

En partie parce que le mouvement a peur de parler des impacts du changement climatique et de l'adaptation. Cela pourrait distraire de l'urgence qu'il y a à réduire les émissions de CO₂. Il est certain que la priorité doit être la réduction des émissions le plus vite possible, parce que chaque jour de retard dans des actions efficaces signifie une augmentation de la température et, par conséquent, plus d'impacts négatifs. Mais si nous laissons les préparatifs pour le futur aux armées et aux entreprises multinationales, leurs propositions deviendront le standard pour répondre aux graves conséquences du changement climatique.

Le bon côté des choses, c'est que dans de nombreux cas les solutions les plus justes pour réduire les émissions – par exemple en développant un système d'électricité renouvelable aux mains des communautés – représentent aussi des solutions

pour faire face aux impacts du réchauffement, parce qu'elles développent un système plus résilient aux conditions météorologiques extrêmes que les systèmes centralisés basés sur les combustibles fossiles existants. A travers l'histoire, nous savons aussi que la réponse humaine à la crise est souvent plus solidaire et plus juste. Nous venons de le voir à Puerto Rico, où l'incompétence du gouvernement à Washington a été surmontée par les communautés qui s'organisent pour aider les plus faibles à se remettre de l'ouragan et proposent des solutions communautaires pour gérer l'eau et l'électricité. Des experts en matière de catastrophes affirment que, dans de nombreux cas, les crises créent des mini-utopies, vu que l'expérience rend indispensables les liens humains, le pouvoir donné à la communauté. Raison pour laquelle malgré les très grands défis et l'immense pouvoir des multinationales, je ne perds pas espoir.

Quels devraient être pour toi les axes de travail et les revendications du mouvement pour la justice climatique par rapport à la connivence entre militaires et multinationales ?

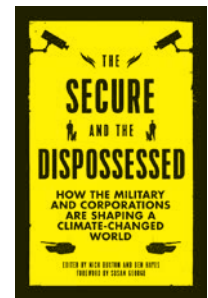
En premier lieu, nous ne pouvons pas nous fier aux entreprises multinationales ou aux armées pour éviter la crise climatique, pour la résoudre et pour répondre à ses impacts. Pour créer un monde capable d'affronter cette crise climatique, nous devons saper le pouvoir des multinationales et des armées à tous les niveaux, en revendiquant notre pouvoir à décider et à gérer notre futur.

Propos recueillis par Juan Tortosa
Traduction de l'espagnol par Hans-Peter Renk
Encarts édités et traduits par notre rédaction,
tirés de Nick Buxton, «*Defying Dystopia: Shaping the Climate Future We Want*»



Nick Buxton

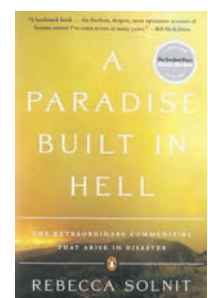
À LIRE SUR LE SUJET



Nick Buxton, Ben Hayes (ed.) *The Secure and the Dispossessed: How the Military and Corporations are Shaping a Climate-Changed World*, 2015



Nick Buxton, Ben Hayes (ed.) *Cambio climático, S.A.: Cómo el poder (corporativo y militar) est moldeando un mundo de privilegiados y desposeídos ante la crisis climática*. (Madrid, Fuhem, 2017)



Rebecca Solnit, *Paradise Built in Hell*. Le livre étudie cinq catastrophes naturelles au 20^e siècle, pour relater le comportement héroïque d'individus sans ressources pour protéger leurs voisins vulnérables et développer des systèmes collectifs. (Penguin, 2009)

Une nécessaire critique anticapitaliste et antimilitariste

Tout ce que nous pouvons faire pour réduire les émissions actuellement réduira les conséquences négatives du changement climatique. Néanmoins, nous devons aussi mettre en avant un agenda radical sur la façon de nous débrouiller face aux changements climatiques inévitables, portant attention aux enjeux de redistribution des richesses et des ressources. C'est ici qu'une critique anticapitaliste et antimilitariste est encore

plus pertinente, parce que les entreprises transnationales, dont la raison d'être est le profit, et les militaires et la police qui existent pour protéger le système actuel, sont les dernières institutions auxquelles on devrait faire confiance quand il s'agit de changement climatique. C'est pourquoi des mouvements tels que *Black Lives Matter*, qui s'opposent à la violence d'Etat et demande que les forces de police soient tenues responsables ou remplacées, sont si importants. Après tout, une police de plus en plus militarisée sera mobilisée de façon disproportionnée contre les communautés marginalisées pour protéger la richesse et la propriété à une époque d'instabilité climatique.